

ANNEXE II

DECRET

Décret n°99-723 du 3 août 1999 fixant les modalités d'application des articles 265 septies et 265 octies du code des douanes portant remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers

NOR: ECOD9970011D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code des douanes, et notamment ses articles 1er, 265, 265 B, 265 septies, 284 bis et 284 bis A ;

Vu la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), et notamment son article 26,

Article 1 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 1 bis (abrogé)

- Créé par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 1 ter

- Créé par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001

Sont considérés comme des transports publics de voyageurs, pour l'application du présent décret, tous les transports de personnes, à l'exception des transports qu'organisent pour leur propre compte des personnes publiques ou privées.

Article 2 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 3

- Modifié par DÉCRET n°2015-418 du 14 avril 2015 - art. 1
- 1° Les véhicules mentionnés aux a et b de l'article 265 septies du code des douanes s'entendent des véhicules dont les caractéristiques les rendent propres au transport des marchandises. L'affectation de ces véhicules à d'autres usages ne fait pas obstacle au remboursement de la fraction de la taxe intérieure de consommation pour autant que cette affectation soit conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2° Les véhicules ouvrant droit au remboursement prévu par l'article 265 octies du code des douanes sont les autobus et les autocars mentionnés à l'article R. 311-1 du code de la route, les "petits trains routiers touristiques" définis à l'article 1er de l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs.

Article 4

- Modifié par DÉCRET n°2015-418 du 14 avril 2015 - art. 1
- Les véhicules autorisés à consommer du gazole sous condition d'emploi visé aux indices 20 et 21 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes sur le fondement de l'article 265 B du code des douanes, sont exclus du bénéfice du remboursement de la taxe sur les quantités de gazole qu'ils pourraient consommer.

Article 5 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2000-678 du 19 juillet 2000 - art. 1 JORF 21 juillet 2000
- Abrogé par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001

Article 5 bis (abrogé)

- Créé par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 6 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 7 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 8 (abrogé)

- Abrogé par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001

Article 9

- Modifié par Décret n°2000-678 du 19 juillet 2000 - art. 1 JORF 21 juillet 2000
- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001

En cas de changement de taux de la taxe intérieure de consommation sur le gazole au cours du semestre couvert par le remboursement, le taux de remboursement retenu est un taux moyen pondéré par le nombre de jours d'application de chaque taux au cours de ce semestre.

Article 10 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 11 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 12 (abrogé)

- Modifié par Décret n°2001-90 du 30 janvier 2001 - art. 1 JORF 1er février 2001
- Abrogé par DÉCRET n°2014-1395 du 24 novembre 2014 - art. 4

Article 13

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Par le Premier ministre :

Lionel Jospin.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Dominique Strauss-Kahn.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Christian Sautter.

